

**Conseil économique et social**Distr. générale
8 avril 2014Français
Original: anglais**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique****Soixante-dixième session**

Bangkok, 23 mai 2014 (Phase II)

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Organe spécial pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique: Questions de développement concernant les pays les moins avancés**Résumé de l'état d'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 dans la région Asie-Pacifique****Note du secrétariat*****Résumé*

Le 13 mai 2011, la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a adopté le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (Programme d'action d'Istanbul). Le Programme d'action d'Istanbul vise principalement à aider les pays les moins avancés à surmonter les problèmes structurels qu'ils rencontrent pour éliminer la pauvreté, à atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international et à sortir de la catégorie des pays les moins avancés.

Les pays les moins avancés de la région Asie-Pacifique continuent d'avoir un revenu par habitant faible et des taux élevés de croissance démographique. Ce sont les pays qui accusent le plus grand retard dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et qui se situent au dernier rang des classements de l'indice de développement humain. Ces pays n'ont pas été en mesure de surmonter leur vulnérabilité économique et de transformer structurellement leurs économies ou d'accroître leur résilience face aux chocs extérieurs et aux crises. Leur capacité de production est limitée et ils connaissent de graves déficits en termes d'infrastructures.

Le présent document comprend un examen des progrès accomplis par les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique dans la mise en œuvre du Programme d'action depuis la soixante-neuvième session de la Commission. Il montre que si certains pays ont accompli des progrès considérables, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la connectivité des transports tant à l'échelon national qu'avec les pays voisins, il reste encore beaucoup à faire. Par ailleurs, on trouvera dans le présent document une description de certaines des difficultés auxquelles ces pays sont confrontés, ainsi qu'un résumé des activités que le secrétariat a entreprises pour les aider à exécuter le Programme d'action.

L'Organe spécial pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires en développement du Pacifique souhaitera peut-être examiner l'état d'application du Programme d'action d'Istanbul par les pays les moins avancés de la région. Il souhaitera peut-être aussi fournir au secrétariat des directives concernant les activités futures pouvant aider les pays les moins avancés.

* E/ESCAP/70/L.1/Rev.1.

** La soumission tardive du présent document est liée à la nécessité d'incorporer les données économiques et sociales les plus récentes.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction...	2
II. Les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique: aperçu des difficultés et perspectives.....	3
III. Exécution du Programme d'action.....	6
A. Progrès accomplis	6
B. Difficultés rencontrées	11
C. Appui au renforcement des capacités fourni par le secrétariat.....	19
D. Appui en cours et prévu.....	23
 Tableaux	
1. Pays les moins avancés de la région de la CESAP: taux de croissance économique et d'inflation, 2010-2014	4
2. Contribution à la croissance dans les pays les moins avancés	4
3. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique.....	5
4. Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement par les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique	8
5. Exportations des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique en pourcentage des exportations mondiales.....	13
6. Part de la population vivant avec 1,25 dollar par jour ou moins et pourcentage des enfants âgés de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale	15
7. Indicateurs types du développement social dans les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique	17
8. Résultats de l'Indice de la faim dans le monde pour quelques pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique.....	18
 Figure	
Part de l'aide publique au développement et nombre total de pauvres par région	14

I. Introduction

1. Le 13 mai 2011, la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a adopté le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020¹. Le Programme d'action vise principalement à aider les pays les moins avancés à surmonter les problèmes structurels qu'ils rencontrent. Il a pour objectif de faire en sorte que la moitié, au moins, de tous les pays les moins avancés puisse répondre aux critères de reclassement d'ici à 2020.

2. Le Programme d'action cherche à mettre en place de véritables partenariats, à instaurer la solidarité et à encourager le fait d'admettre que les pays les moins avancés ont besoin de politiques nationales efficaces, d'un

¹ Rapport de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Istanbul (Turquie), 9-13 mai 2011 (A/CONF.219/7), chap. II.

appui international renforcé et de mécanismes appropriés à tous les niveaux, pour atteindre les buts et les objectifs du Programme d'action.

3. Le Programme d'action prévoit huit domaines d'action prioritaires, à savoir: a) capacité de production; b) agriculture, sécurité alimentaire et développement rural; c) commerce; d) produits de base; e) développement social et humain; f) crises multiples et autres défis émergents; g) mobilisation des ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités; et h) bonne gouvernance à tous les niveaux.

II. Les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique: aperçu des difficultés et perspectives

4. Plus de 300 millions de personnes vivent dans les pays les moins avancés², ce qui représente presque un quart de la population totale des pays à faible revenu. Ces pays sont caractérisés par la pauvreté généralisée et la famine, et leurs indices sociaux montrent qu'ils sont très défavorisés. Par ailleurs, les ressources et technologies dont ils disposent sont limitées³. Ils souffrent pour la plupart de handicaps naturels: tantôt, il s'agit de pays sans littoral ou de petits États insulaires éloignés; tantôt, ces pays sont frappés par des catastrophes naturelles à répétition, d'où une croissance économique et une réduction de la pauvreté encore plus ardues.

5. On observe de grands écarts de croissance entre ces pays, certains d'entre eux conservant une croissance nettement plus faible et presque tous enregistrant des fluctuations importantes de leur taux de croissance au fil du temps (voir le tableau 1). De plus, seuls quelques pays ont réussi à atteindre le seuil de croissance de 7 %, qui a été fixé par le Programme d'action. En effet, plusieurs pays insulaires du Pacifique ont vu leurs taux de croissance baisser en raison .

6. La plupart des pays les moins avancés de la région ont aussi connu des transformations structurelles limitées et leur vulnérabilité aux chocs extérieurs n'a pas été réduite. Les modifications intervenues dans la composition sectorielle du produit intérieur brut (PIB) se sont faites lentement – la part de l'industrie, y compris de l'industrie manufacturière qui est le moteur de la diversification, n'augmentant que très légèrement (voir le tableau 2). On a enregistré des inégalités croissantes, et l'impact de la croissance sur la création d'emploi et la réduction de la pauvreté a aussi été quelque peu limité. Dans l'ensemble, la croissance économique dans ces pays doit être encore accélérée et une croissance de cet ordre doit être plus générale et plus inclusive.

² Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Îles Salomon, Kiribati, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Timor-Leste, Tuvalu et Vanuatu. Les Samoa sont sortis de la catégorie des pays les moins avancés le 1^{er} janvier 2014.

³ Selon des données comparables à l'échelle internationale, la part des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique a augmenté entre 2000 et 2009 de 3,65 à 3,86 %, leur part du produit intérieur brut de 0,22 à 0,25 %, leur part de la valeur ajoutée manufacturière de 0,16 à 0,58 % et leur part des exportations de marchandises de 0,17 à 0,24 %, alors que leur part d'exportations de produits manufacturés a baissé de 0,16 à 0,01 %. Voir Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Asia-Pacific least developed countries in the next decade: strategy and policy agenda for building productive capacities*, MPDD Policy Brief n° 8 (Bangkok, 2011).

Tableau 1
Pays les moins avancés de la région de la CESAP: taux de croissance économique et d'inflation, 2010-2014
 (en pourcentage)

	Croissance du PIB réel					Inflation ^a				
	2010	2011	2012	2013 ^b	2014 ^c	2010	2011	2012	2013 ^b	2014 ^c
Afghanistan	8,4	5,7	12,5	3,1	3,5	7,7	11,8	4,5	7,1	5,5
Bangladesh	6,1	6,7	6,2	6,0	5,7	7,3	8,8	10,6	6,8	7,0
Bhoutan	11,8	11,7	8,5	6,9	7,1	6,1	8,3	13,5	11,0	9,2
Cambodge	6,0	7,1	7,3	7,6	7,0	4,0	5,5	2,9	2,9	3,4
Kiribati	1,8	3,0	2,5	2,0	2,3	-2,8	7,7	-3,0	1,5	3,0
République démocratique populaire lao	7,9	8,3	8,3	8,0	7,7	6,0	7,6	4,3	6,4	6,0
Myanmar	5,3	5,5	5,9	6,5	6,8	7,7	4,2	2,8	6,0	6,3
Népal	4,0	3,8	4,5	3,6	4,5	9,6	9,6	8,3	9,9	8,3
Îles Salomon	7,1	10,6	4,8	2,5	4,0	1,0	7,4	5,9	5,5	4,0
Timor-Leste	9,5	12,0	8,3	8,1	8,0	6,9	13,5	10,9	10,6	9,5
Tuvalu	-0,5	1,0	1,2	1,3	1,5	-1,9	0,5	1,4	2,0	2,0
Vanuatu	2,2	4,3	2,0	3,2	3,4	2,8	0,8	1,4	2,0	2,0
Pays les moins avancés	5,5	6,0	5,7	5,4	5,3	6,5	7,8	8,7	6,2	6,2

^a Modifications de l'indice des prix à la consommation.

^b Estimations.

^c Prévisions (à compter du 10 février 2014).

Tableau 2
Contribution à la croissance dans les pays les moins avancés
 (en points de pourcentage)

Pays	Agriculture			Industrie			Services		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Afghanistan	-5,9	1,2	-	1,5	2,3	-	7,4	5,7	-
Bangladesh	1,0	1,0	0,6	1,9	2,4	2,6	3,1	3,0	2,8
Bhoutan	0,0	0,2	0,4	5,5	1,8	3,7	4,5	5,7	4,9
Cambodge	1,1	0,8	1,1	3,4	3,9	2,6	1,3	1,1	1,6
Kiribati	-0,6	1,3	-	-0,8	0,9	-	0,9	-0,9	-
République démocratique populaire lao	1,0	0,8	0,9	4,2	3,8	3,1	2,7	3,1	3,5
Myanmar	1,9	-	0,7	4,2	-	2,2	3,6	-	4,7
Népal	0,7	1,5	1,7	0,6	0,6	0,4	1,8	1,1	1,
Îles Salomon	5,6	6,5	0,0	0,1	2,0	1,9	2,2	2,2	2,
Timor-Leste	-0,1	-0,9	-	-3,4	6,7	-	1,9	-0,5	-
Tuvalu	3,1	0,1	-1,5	-6,2	3,8	-3,1	1,4	4,1	5,
Vanuatu	0,9	1,2	-	1,3	-2,4	-	1,9	2,3	-

Source: Banque asiatique de développement, Système de base des données statistiques.
 Disponible à l'adresse: adb.org/sdbs/index.jsp (consulté le 3 mars 2014).

7. La participation des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique au commerce mondial est toujours limitée et ce malgré une légère augmentation. De plus, les multiples crises économiques et financières mondiales, l'augmentation et la fluctuation des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et d'autres matières premières, ainsi que l'instabilité à l'échelle mondiale au cours de la dernière décennie les ont rendus plus vulnérables aux chocs mondiaux. Le ratio investissement/PIB est resté faible, tandis que d'autres indicateurs macroéconomiques clefs ont lentement progressé (voir le tableau 3).

Tableau 3

Principaux indicateurs macroéconomiques des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique

Pays	Ratio investissement-PIB (%)		Ratio EIB/PIB (%)		Croissance des exportations (%)		APD reçue (en millions de dollars des États-Unis)	
	2001	2010	2001	2010	2001	2010	2001	2009
Afghanistan	-	-	-	-	-	-	136	1 010
Bangladesh	23,1	23,8	18,0	19,2	12,4	4,1	1 172	381
Bhoutan	59,2	39,5	33,9	41,4	-12,9	-23,7 ^a	53	57
Cambodge	18,5	21,8	11,6	-	15,4	-10,2	396	193
Kiribati	49,7	83,3 ^a	4,8	-59,4 ^a	-	-	18	6
République démocratique populaire lao	21,0	-	17,9	17,9 ^a	-4,0	39,2	281	123
Myanmar	11,6	15,5	11,5	17,2	32,6	-21,9 ^a	106	52
Népal	22,3	38,2	11,7	9,4	4,5	-8,9	386	268
Îles Salomon	6,8	13,9 ^a	-12,7	-	-12,9	40,1	68	27
Timor-Leste	-	-	-	-	230,8	-28,6 ^a	231	28
Tuvalu	77,3	8,2 ^a	5,2	-72,8 ^a	-	-	4	1
Vanuatu	20,0	21,2	17,9	23,7 ^a	-33,6	18,7	46	15

Source: *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.11.II.F.2).

Abréviations: l'EIB correspond à l'épargne intérieure brute et l'APD, à l'aide publique au développement.

^a Données pour 2009.

8. Les progrès réalisés pour répondre aux besoins de ces pays en matière d'aide financière et technique, d'aide publique au développement (APD), de capacité commerciale, d'accès aux marchés et d'allègement de la dette ont été plus faibles que prévu. Le montant absolu de l'APD que presque tous les pays ont reçu a baissé. Le montant global a baissé de 2 924 millions de dollars en 2001 à 2 174 millions de dollars en 2009 (voir le tableau 3).

9. Le ratio global de l'APD du Comité d'aide au développement rapporté au revenu national brut a légèrement augmenté, mais il reste encore bien en deçà de la cible fixée à 0,15-0,20 %. Ainsi, les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique sont confrontés à un énorme déficit de financement, et ce malgré certains succès obtenus dans l'augmentation de la mobilisation des

ressources intérieures. De même, il reste à réaliser pleinement les engagements pris en matière d'accès aux marchés en franchise de droits et hors contingent pour les produits provenant des pays les moins avancés, conformément à la Déclaration ministérielle adoptée par l'Organisation mondiale du commerce le 18 décembre 2005⁴.

10. Même si plusieurs des pays les moins avancés de la région ont fait des progrès notables dans certains des domaines visés par les Objectifs du Millénaire pour le développement, il existe des lacunes dans de nombreux autres domaines⁵. On observe de grands écarts entre les résultats des pays et au regard de leur situation générale. Le Bhoutan et le Népal sont classés, par exemple, comme étant « en avance », le taux de mortalité maternelle au Bhoutan ayant baissé de 1 000 pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 180 en 2010. Le Bangladesh, le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Timor-Leste sont, quant à eux, « dans les délais » concernant la baisse de la mortalité maternelle. Toutefois, les pays les moins avancés de la région sont encore en retard par rapport aux autres pays, et la mortalité maternelle reste obstinément élevée dans certains d'entre eux. De même, des avancées considérables ont été constatées en matière de réduction de la mortalité infantile. La République démocratique populaire lao est « en avance », alors que le Bangladesh, le Timor-Leste et Vanuatu sont « dans les délais ». Même si les pays les moins avancés sont toujours dans l'ensemble à la traîne par rapport à la région, par exemple ceux de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, la mortalité infantile est, dans certains pays comme le Bangladesh, inférieure à l'ensemble de la sous-région de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest (voir le tableau 4).

11. La plupart de ces pays ne sont plus dans les délais lorsqu'il s'agit de domaines où l'on souffre de grandes privations tels que la faim, la santé et l'assainissement. Il semble donc que les pays les moins avancés aient encore des tâches importantes à mener à bien eu égard aux Objectifs du Millénaire pour le développement pour l'après-2015.

12. Ces pays ont aussi subi les effets négatifs des crises économique, alimentaire et énergétique qui ont débuté en 2007 et se sont caractérisées par une croissance économique plus faible, des recettes publiques moindres, l'accroissement du poids de la dette, la baisse des investissements, la hausse de l'inflation et du coût de la vie, des pertes d'emploi ainsi qu'une diminution des envois de fonds depuis l'étranger⁶.

III. Exécution du Programme d'action

A. Progrès accomplis

13. De nombreux pays les moins avancés de la région ont intégré le Programme d'action dans leurs plans de développement. Par exemple, le douzième plan (2010/11-2012/13) du Népal a adopté une stratégie visant à créer un Népal prospère, pacifique et juste qui passerait du statut de pays le moins avancé à celui de pays en développement en l'espace de deux décennies. En 1996, la République démocratique populaire lao a annoncé son

⁴ Disponible à l'adresse: www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/min05_f/final_text_f.htm.

⁵ Voir *Asia-Pacific Aspirations: Perspectives for a Post-2015 Development Agenda*. Asia-Pacific Regional MDGs Report 2012/13 (Bangkok, CESAP, BAsD et PNUD, 2013). Disponible à l'adresse: www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013.

⁶ Voir *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2010* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.10.II.F.10).

programme intitulé « Vision 2020 pour une sortie du pays de la catégorie des pays les moins avancés ». Pourtant, c'est seulement au début du nouveau millénaire, quand la « Vision 2020 » a été élaborée, que le processus de reclassement a véritablement progressé.

Tableau 4

Progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement par les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique																						
	Objectifs	1	2			3			4		5		6			7						
		Pauvreté, 1,25 \$ par jour	Insuffisance pondérale des enfants	Inscription dans le primaire	Scolarisation jusqu'au dernier niveau	Ac'hèvement du primaire	Filles-garçons primaire	Filles-garçons secondaire	Filles-garçons tertiaire	Mortalité des moins de 5 ans	Mortalité infantile	Mortalité ma ternelle	Présence d'accoucheuses qualifiées	Soins prénataux (au moins une visite)	Prévalence du VIH	Incidence de la tuberculose	Prévalence de la tuberculose	Couverture forestière	Zone protégée	Émissions de CO2 rapportées au PIB	Eau salubre	Assainissement de base
Afghanistan			▶				▶	■	▶	■	■	■	■	■	▶	▶		▶	▶	▶	■	■
Bangladesh		■	▶					■	■	■	▶	▶	■	■	▶	▶	■	▶	■	▶	■	■
Bhoutan		■	■	▶	■	■	■	■	■	▶	■	■	▶	■	▶	■	■	■	■	■	■	■
Cambodge		■	■	■	■	▶	■	▶	■	■	■	▶	■	■	■	■	■	▶	■	▶	■	■
Kiribati				■		■	■	■		■	■		▶	▶		■	■	▶	■	▶	■	■
République démocratique populaire lao		▶	■	■	■	■	▶	■	▶	■	■	▶	▶	■	▶	■	■	▶	■	■	■	■
Myanmar			■		■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	▶	■		■	▶
Népal		■	■		■	■	▶	▶	▶	▶	■	■	■	■	■	▶	▶	▶	■	■	■	■
Îles Salomon				■			■	■		■	■	■	■			■	■	▶	■	■	■	■
Timor-Leste			▶	■		▶	■	■	▶	■	▶	▶	■	■		▶	■	▶	■	■	■	■
Tuvalu						■	■			■	■		▶			■	■	▶	■		■	■
Vanuatu			▶	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
		● En avance	■ Lents	▶ Dans les délais	▶ Pas de progrès/En recul																	

Source: Asia-Pacific Aspirations: Perspectives for a Post-2015 Development Agenda. Asia-Pacific Regional MDGs report 2012/13 (Bangkok, CESAP, BAsD et PNUD, 2013). Disponible à l'adresse: www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013.

14. Beaucoup de pays les moins avancés de la région ont pris des initiatives pour traiter les questions relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Au Bangladesh, le gouvernement a récemment approuvé le Plan d'action national en matière de politique alimentaire 2008-2015, le Plan d'investissement national 2010, le Plan national de gestion des catastrophes et le Programme de sécurité alimentaire. Ces programmes visent à relever les défis clefs que sont la diminution des ressources agricoles, l'importance de la croissance et de la densité démographiques, la persistance de l'extrême pauvreté et l'impact national des incertitudes entourant les approvisionnements mondiaux, la volatilité des prix alimentaires et les migrations urbaines. Le Népal, où l'on estime que 35 % de la population vit dans l'insécurité alimentaire, a élaboré un document d'orientation relatif au plan triennal en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire (2013/14-2015/16) destiné à stimuler la modernisation agricole, l'agriculture rurale et la productivité de l'élevage. Il met l'accent sur une aide spéciale destinée aux agriculteurs les plus pauvres, l'accroissement de la production par des activités menées au niveau de la chaîne de valeur ainsi que des mesures incitant les petits exploitants à privilégier les cultures à plus forte valeur ajoutée, les investissements dans l'irrigation et des denrées ciblées. Cette stratégie complète le Plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Népal.

15. La question de l'égalité des sexes fait l'objet d'une attention croissante de la part de ces pays. L'Afghanistan, le Bhoutan et le Myanmar, par exemple, disposent de plans d'action nationaux en matière de promotion des femmes, tandis que le Bangladesh, le Népal et les pays les moins avancés du Pacifique disposent de plans d'action sectoriels sur les violences sexuelles.

16. Les taux d'activité des femmes de certains pays oscillent de 70 à 80 %, notamment ceux du Cambodge, du Myanmar, du Népal et de la République démocratique populaire lao. L'égalité formelle en matière d'emploi se reflète dans le droit du travail – comme au Bhoutan et en République démocratique populaire lao qui interdit la discrimination fondée sur le sexe dans le domaine de l'emploi. De même, les femmes et les hommes de pays tels que le Cambodge, le Myanmar et le Népal jouissent de manière égale du droit de propriété foncière et autre, ainsi que du droit d'accès au crédit bancaire. Au Népal, les dispositions du Code civil stipulant que les filles étaient tenues de renoncer à leurs droits sur les biens acquis après le mariage ont été supprimées.

17. La présence de systèmes de réservation s'est traduite par une représentation proportionnelle des femmes dans les parlements nationaux supérieure à la moyenne mondiale de 19 %: par exemple, 33 % au Népal; 27,7 % en Afghanistan; 25 % en République démocratique populaire lao; 20,3 % au Cambodge; et 19,7 % au Bangladesh.

18. Un nombre croissant de pays les moins avancés de la région ont commencé à mettre en œuvre des politiques de protection sociale. Si certains pays ont introduit des programmes de prestations en espèces pour les groupes vulnérables, plusieurs autres ont également adopté des programmes de création d'emplois pour les groupes de population pauvres. Kiribati, le Népal et le Timor-Leste ont instauré un régime de pension sociale universelle non-contributif pour les personnes âgées.

19. Le programme de création d'emplois du Bangladesh vise à garantir 100 jours de travail par an aux populations rurales pauvres, tout en cherchant à atténuer « la pauvreté extrême saisonnière » et à compenser l'augmentation du prix des denrées alimentaires et autres coûts pendant les périodes où l'agriculture n'est pas productive. Les Îles Salomon ont lancé un projet pour l'emploi en 2010, destiné aux pauvres en milieu urbain d'Honiara. Ce projet

visé à fournir un emploi à court terme aux jeunes et aux femmes en particulier. Le Cambodge élabore un système unifié de protection sociale afin d'assurer un accès effectif à des services de santé de qualité et d'offrir à terme une couverture universelle⁷.

20. La République démocratique populaire lao a élaboré un plan directeur ambitieux en vue de construire une infrastructure ferroviaire moderne qui reliera le pays aux réseaux de Chine, de Thaïlande et du Viet Nam. Ce plan directeur couvre la mise en œuvre de plusieurs projets qui permettront d'achever les axes du Chemin de fer transasiatique dans la sous-région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

21. Des études de faisabilité sur l'extension du réseau du Chemin de fer transasiatique ont été menées afin de remédier à l'absence actuelle de certains tronçons. Les tronçons manquants situés au Myanmar nécessitent un investissement de 824 millions de dollars. La construction des tronçons manquants exige par ailleurs des investissements considérables de la part des pays voisins, de sorte que les lignes s'étendent des postes frontière aux gares terminales les plus proches.

22. Des travaux sont en cours pour prolonger jusqu'à Ruili la ligne déjà achevée qui relie Dali à Baoshan, ce qui va développer le réseau ferroviaire en Chine jusqu'à la frontière du Myanmar. Parallèlement, au Myanmar, le tronçon manquant entre sa frontière avec la Chine et la gare terminale de Lashio doit être construit dans le cadre du projet visant à construire une ligne ferroviaire de 868 kilomètres depuis la frontière jusqu'à la ville portuaire de Kyaukphyu, dans le golfe du Bengale.

23. Le projet d'une liaison ferroviaire entre Jiribam (Inde), Moreh (Inde)/Tamu (Myanmar) et Kale (Myanmar) est entrepris actuellement par l'Inde et le Myanmar. Du côté indien, les travaux ont déjà commencé sur le tronçon manquant de 219 kilomètres qui sépare Moreh, à la frontière du Myanmar, de la gare terminale de Jiribam.

24. Le plan directeur de développement ferroviaire établi par l'Afghanistan comprend plusieurs projets majeurs, notamment un couloir septentrional est-ouest couvrant une distance totale d'environ 1 250 kilomètres, depuis Shirkhan Bandar (à la frontière du Tadjikistan) jusqu'à Herat, en passant par Mazar-i-Sharif, avec des lignes secondaires vers Aqina et Towraghondi à la frontière du Turkménistan.

25. L'Inde et le Bangladesh collaborent à la construction d'une ligne ferroviaire de 11 kilomètres entre Agartala (Inde) et Akhaura (Bangladesh), qui ouvrira un nouveau couloir entre les deux pays. Le tronçon permettra aussi aux entreprises des États du Nord-Est d'accéder au port de Chittagong, ce qui soulignera l'importance du principal port international à conteneurs du Bangladesh.

26. En 2012, la Banque asiatique de développement et le Bangladesh ont signé un accord de prêt d'une valeur de 150 millions de dollars pour aider à améliorer la capacité, l'efficacité et la sécurité du système ferroviaire du pays. Cette aide permettra d'achever les deux voies du tronçon de 64 kilomètres reliant Tongi à Bhairab Bazaar, sur la ligne Tongi-Akhaura. Elle fait partie d'un montage financier de 430 millions de dollars en plusieurs tranches, établi

⁷ *The Promise of Protection: Social Protection and Development in Asia and the Pacific* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.11.II.F.5).

en 2006 entre la Banque et le Bangladesh afin de moderniser le système ferroviaire dans son ensemble.

27. Le Népal a élaboré un plan en vue de développer l'infrastructure ferroviaire du pays, lequel reposera sur une ligne est-ouest de 917 kilomètres qui reliera Kakarbhitta, à l'est, à Mahendranagar, à l'ouest.

28. L'Accord intergouvernemental sur les ports secs⁸ a été ouvert à la signature à Bangkok le 7 novembre 2013 durant la deuxième session du Forum des ministres asiatiques des transports. Quatorze pays membres au total ont signé l'Accord, y compris le Cambodge, le Myanmar, le Népal et la République démocratique populaire lao.

B. Difficultés rencontrées

29. Les capacités de production restent limitées dans de nombreux pays les moins avancés de la région. Les secteurs de la production et les infrastructures permettant d'exporter des produits plus diversifiés et complexes leur font défaut. Dans un grand nombre de ces pays, les performances sont nettement inférieures à la moyenne de l'Indice des capacités productives de la CESAP⁹. L'Afghanistan et le Bhoutan, par exemple, ont obtenu des résultats médiocres, alors que le Bangladesh et le Népal se sont diversifiés plus rapidement et se sont révélés plus performants que d'autres pays les moins avancés.

30. Les questions de développement des capacités de production englobent un certain nombre de secteurs tels que l'infrastructure, l'énergie, la science, la technologie et l'innovation, ainsi que le développement du secteur privé. Si l'infrastructure, en particulier celle qui est liée aux transports, est un élément essentiel de la croissance et du développement rapides des pays les moins avancés, ce secteur se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins dans la plupart de ces pays. L'augmentation en flèche de la demande de services de transport exerce une très grande pression sur l'infrastructure existante, à un moment où les budgets publics se réduisent et où l'on prend de plus en plus conscience des externalités négatives des activités de transport. Le défi consiste à faire en sorte que les politiques et les investissements actuels en matière de transports favorisent la progression de ces pays sur la voie du développement durable et inclusif. Les principales difficultés qu'ils rencontrent sont les suivantes: a) intégrer les modes de transport de manière à assurer une efficacité maximale; b) faciliter les mouvements de transport transfrontaliers; c) concevoir des approches créatives en matière de financement des investissements infrastructurels; et d) améliorer la mobilité au service d'un développement durable et inclusif¹⁰.

31. Si les taux de croissance de l'expansion des réseaux routiers dans les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique sont certes encourageants, la plupart des réseaux restent non asphaltés. Par exemple, seuls 8,6 % des routes

⁸ Résolution 69/7 de la Commission.

⁹ Les capacités de production sont « l'ensemble des capacités dont un pays dispose pour produire et commercialiser ses productions de biens et de services ». Ces capacités comprennent les ressources du pays (à savoir, le travail, le capital physique, le capital humain et la terre), la productivité totale des facteurs, les mécanismes permettant d'allouer ces ressources à des utilisations spécifiques et tout autre facteur qui contribue à développer au maximum la production de l'économie, y compris l'intégration du commerce et des transports, les institutions, les politiques et les réglementations. Voir Nations Unies, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, « Productive capacities in Asia and the Pacific », MPDD Working Papers WP/11/17 (Bangkok, 2011).

¹⁰ Nations Unies, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Review of Developments in Transport in Asia and the Pacific 2011* (ST/ESCAP/2623).

sont asphaltées au Cambodge (2011), 9,5 % au Bangladesh (2010), 21,8 % au Myanmar (2011), 42 % au Népal (2011) et 13,9 % en République démocratique populaire lao (2011). De plus, il conviendrait d'examiner le développement des réseaux routiers en même temps que les problèmes d'entretien des routes. L'allocation de ressources suffisantes en matière d'entretien s'est révélée jusqu'à présent un défi pour ces pays.

32. Depuis l'adoption de la Déclaration ministérielle⁴ par l'Organisation mondiale du commerce en 2005, ses membres ont fait des progrès importants concernant l'accès aux marchés en franchise de droits et hors contingent, de façon continue, pour tous les produits originaires des pays les moins avancés. La quasi-totalité des pays développés membres fournit un accès en totale franchise de droits ou presque et hors contingent, et un certain nombre de pays développés membres accordent également un niveau élevé d'accès en franchise de droits et hors contingent aux produits originaires des pays les moins avancés. À la neuvième session de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce qui s'est tenue à Bali (Indonésie) en décembre 2013, les ministres ont aussi décidé que les pays développés membres qui n'offraient pas encore un accès aux marchés en franchise de droits et hors contingent pour au moins 97 % des produits originaires des pays les moins avancés, définis au niveau de la ligne tarifaire, devaient s'efforcer d'améliorer cet accès.

33. Toutefois, les pays développés protègent en règle générale les produits qui revêtent une importance particulière pour les pays de l'Asie et du Pacifique, en particulier les pays les moins avancés. Cela se vérifie, par exemple, pour les produits agricoles de la plupart de ces pays ainsi que les textiles et les vêtements, qui représentent des exportations importantes pour des pays comme le Bangladesh, le Cambodge, le Myanmar, le Népal et la République démocratique populaire lao. Après l'expiration de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les textiles et les vêtements¹¹ ainsi que du système de quotas, on n'a observé que des réductions limitées des droits de douane moyens des nations les plus favorisées pour les textiles et les vêtements, alors que les droits de douane des nations les plus favorisées n'ont pratiquement pas changé pour les produits agricoles.

34. L'application sélective des barrières non tarifaires, en particulier pour les produits agricoles, les textiles et les vêtements, est un autre sujet de préoccupation pour les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique. Les barrières non tarifaires entravent l'accès au marché plus encore que les droits de douane et, ces derniers temps, elles ont considérablement augmenté, leur impact équivalant à un droit de douane de 27 %. Par ailleurs, l'application de règles d'origine souvent complexes entraîne pour certains pays une hausse des coûts d'exportation de 20 à 30 %¹².

35. Peu de progrès ont été faits pour augmenter l'ensemble des volumes d'exportation des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique (voir le tableau 5). Cela peut s'expliquer en partie par la présence de barrières tarifaires et non tarifaires sur leurs marchés d'exportation, même si ces pays connaissent aussi d'importantes limitations de l'offre. L'Aide pour le commerce¹³ a été

¹¹ Voir le site: www.wto.org/english/thewto_e/whatis_e/tif_e/agrm5_e.htm.

¹² *The Global Partnership for Development : Making Rhetoric a Reality. MDG Gap Task Force Report 2012* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.12.I.5). Disponible à l'adresse: www.un.org/millenniumgoals/2012_Gap_Reprt/MDG_2012Gap_Task_Force_report.pdf.

¹³ Un des résultats en matière de développement de la sixième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui s'est tenue du 13 au 19 décembre 2005 à Hong Kong (Chine).

conçue en 2005 pour remédier aux limitations de l'offre et aux problèmes de capacités de production, et pour renforcer les infrastructures en matière de commerce, en particulier celle des pays les moins avancés, mais le bilan est jusqu'à présent plutôt¹⁴. Les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique doivent mettre en avant les avantages à tirer de l'association de l'Aide pour le commerce avec le Programme d'action, en particulier par le développement des infrastructures de transport et de commerce et la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges. Il faudrait en l'occurrence que ces pays adhèrent plus largement à l'Aide pour le commerce par la prise en compte des échanges à tous les niveaux de leurs stratégies de développement nationales et régionales.

Tableau 5

Exportations des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique en pourcentage des exportations mondiales

Pays	2001	2011
Afghanistan	-	0,003
Bangladesh	-	0,145
Bhoutan	-	-
Cambodge	0,025	0,038
Kiribati	-	0,000
République démocratique populaire lao	0,005	0,014
Myanmar	0,045	0,045
Népal	-	0,005
Îles Salomon	0,001	0,003
Timor-Leste	-	0,001
Tuvalu	0,005	0,000
Vanuatu	-	0,002

Source: *Asia-Pacific Aspirations: Perspectives for a Post-2015 Development Agenda. Asia-Pacific Regional MDGs Report 2012/13* (CESAP, BAsD et PNUD, Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse: www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013.

Note: Résultats établis à partir des données issues de la base de données du Centre du commerce international et de la Banque asiatique de développement.

36. Un domaine privilégié pour la mobilisation de ressources financières en vue du développement et du renforcement des capacités des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique est constitué par les flux d'APD. Un des engagements majeurs pris par les pays développés à la Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Monterrey¹⁵ (Mexique) en 2012, a été de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'APD. Les niveaux de l'aide sont toutefois restés bien inférieurs à l'objectif fixé pour la plupart de ces pays. En 2011, les pays les moins avancés

¹⁴ Même si la part de la région Asie-Pacifique dans le flux d'aide au commerce a augmenté, passant d'une moyenne de 7,1 % en 2002 à 12 % en 2010, elle est encore bien inférieure au niveau des autres régions en développement. De plus, seulement deux pays ont bénéficié des deux tiers environ de cette aide, à savoir l'Afghanistan et le Bangladesh. Voir *Asia-Pacific Aspirations: Perspectives for a Post-2015 Development Agenda. Asia-Pacific Regional MDGs Report 2012/13* (Bangkok, CESAP, BAsD et PNUD, 2013). Disponible à l'adresse: www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013

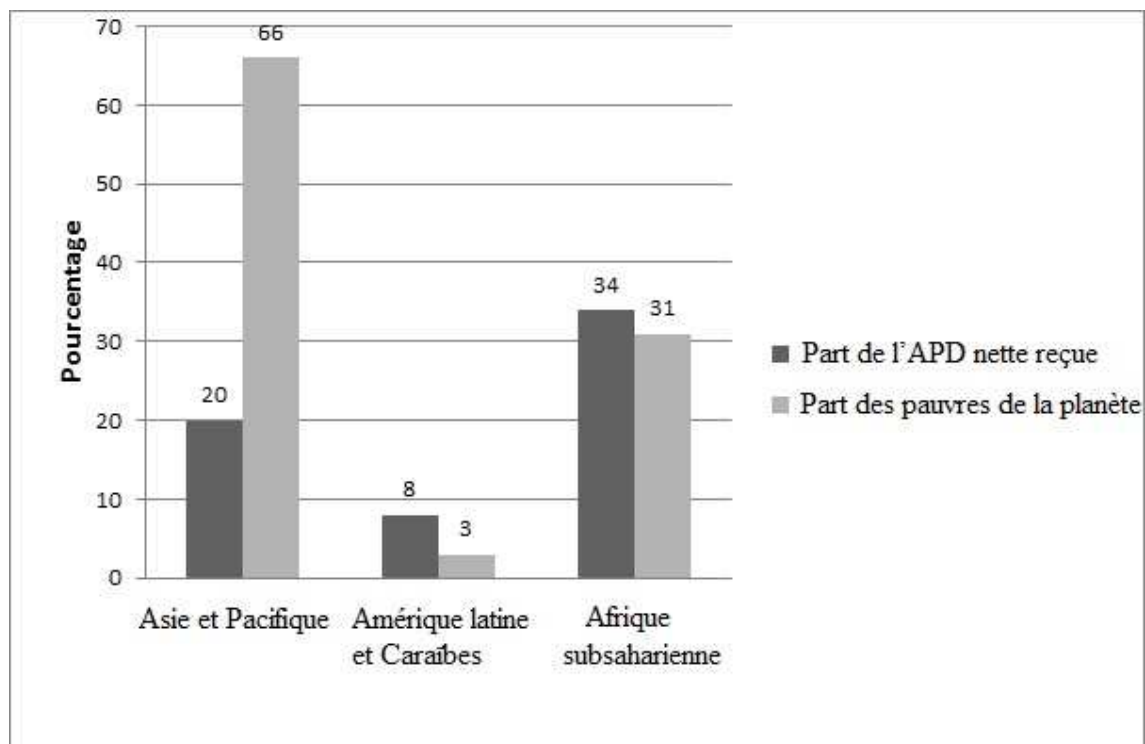
¹⁵ Voir www.un.org/esa/ffd/monterrey/.

de l'Asie et du Pacifique ont reçu un total de 44,6 milliards de dollars d'APD, chiffre légèrement supérieur aux 43,8 milliards de dollars perçus en 2010. De plus, à l'exception de l'Afghanistan et du Bangladesh, la croissance globale de l'aide s'est révélée inférieure aux prévisions. En 2010, les principaux bénéficiaires parmi les pays les moins avancés de la région de l'Asie et du Pacifique ont été l'Afghanistan (6,3 milliards de dollars) et le Bangladesh (1,4 milliard de dollars), suivis du Cambodge (818 millions de dollars) et du Népal (734 millions de dollars). Les autres pays les moins avancés de la région ont reçu une aide très limitée⁵.

37. La répartition très inégale de l'APD par rapport au nombre de pauvres et de personnes défavorisées dans différentes régions inquiète vivement ces pays. Si la région Asie-Pacifique compte 66 % des pauvres du monde, elle n'a pourtant reçu que 20 % de l'aide totale allouée durant la période allant de 2008 à 2010. En revanche, l'Afrique sub-saharienne qui compte 31 % des pauvres du monde a reçu 43 % de l'aide (voir la figure). De telles disparités régionales désavantagent considérablement les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique car il s'agit pour la plupart de pays à faible revenu et les ressources nationales ne peuvent, à elles seules, leur permettre d'atteindre leurs objectifs de développement.

Figure

Part de l'aide publique au développement et nombre total de pauvres par région



Source: *Asia-Pacific Aspirations: Perspectives for a Post-2015 Development Agenda*. Asia-Pacific Regional MDGs Report 2012/13 (CESAP, BASD et PNUD, Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse: www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013.

38. Les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique ont certains des indicateurs du développement humain les plus faibles du monde, l'Afghanistan occupant la 175^e position (un recul par rapport à sa 172^e position en 2011). En 2012, le Bangladesh et le Népal ont conservé leurs positions (146^e et 157^e, respectivement). Les faibles niveaux de développement humain sont fortement

influencés par les faibles performances enregistrées par les indicateurs de santé et d'éducation.

39. Bien que la proportion relative des pauvres dans les populations des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique ait baissé à un rythme raisonnable, elle demeure élevée dans la plupart de ces pays (voir le tableau 6). Les niveaux de pauvreté (mesurés en pourcentage de la population totale vivant avec moins de 1,25 dollar par jour) ont baissé, passant de 69,7 % en 1992 à 38,8 % en 2010. Toutefois, si le seuil de pauvreté est fixé à 2 dollars par jour, ces résultats augmentent considérablement, preuve d'un haut degré de vulnérabilité en cas de difficultés personnelles, de chocs économiques ou de catastrophes naturelles. L'aggravation des inégalités est un autre sujet de préoccupation pour ces pays. Durant la première décennie de ce siècle, s'ils ont pour la plupart joui d'un essor économique rapide, les bénéfices qu'ils ont dégagés ont été inégalement répartis. Les dernières estimations montrent que les inégalités de revenu – mesurées par l'indice de Gini – pour les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique ont augmenté de 32,8 %, contre 29,6 % au début des années 1990¹⁶.

Tableau 6
Part de la population vivant avec 1,25 dollar par jour ou moins, et proportion des enfants âgés de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale
(en pourcentage)

Pays	Part de la population vivant avec 1,25 dollar par jour ou moins		Proportion des enfants âgés de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale	
	Année de référence: la plus proche de 1990	Année de référence: la plus récente	Année de référence: la plus proche de 1990	Année de référence: la plus récente
Afghanistan	-	-	44,9	32,9
Bangladesh	70,2	43,2	61,5	36,4
Bhoutan	26,2	10,2	14,1	12,7
Cambodge	44,5	18,6	42,6	28,3
Kiribati	-	-	-	-
République démocratique populaire lao	55,7	33,9	39,8	31,6
Myanmar	-	-	32,5	22,6
Népal	68,0	24,8	42,6	28,8
Îles Salomon	-	-	22,7	11,5
Timor-Leste	-	-	40,6	45,3
Tuvalu	-	-	-	1,6
Vanuatu	-	-	10,6	11,7

Source: *Asia-Pacific Aspirations: Perspectives for a Post-2015 Development Agenda*. Asia-Pacific Regional MDGs Report 2012/13 (CESAP, BASD et PNUD, Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse: www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013

40. De même, des indicateurs importants du développement social font encore apparaître pour les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique des privations considérables (voir le tableau 7). Par exemple, si ces pays ont élargi l'accès des enfants à l'éducation de base, la qualité de l'éducation qui leur est dispensée inspire de réelles inquiétudes, les taux d'abandon restant élevés après l'école primaire.

¹⁶ *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2013: Forward-looking Macroeconomic Policies for Inclusive and Sustainable Development* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.13.II.F.2).

Tableau 7
Indicateurs types du développement social dans les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique

Pays	Taux de scolarisation dans le primaire, en pourcentage	Taux de mortalité des moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes	Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes	Eau potable, pourcentage de la population	Assainissement de base, pourcentage de la population
Afghanistan	-	101,1	460	61	28
Bangladesh	-	46,0	240	83	55
Bhoutan	89,35	53,7	180	97	45
Cambodge	98,25	42,5	250	84	59
Kiribati	99,61	47,4	-	66	39
République démocratique populaire lao	97,35	41,9	470	70	62
Myanmar	-	62,4	200	84	77
Népal	71,13	48,0	170	88	35
Îles Salomon	87,50	21,6	93	79	29
Timor-Leste	90,93	54,1	300	69	39
Tuvalu	-	30,0	-	98	83
Vanuatu	98,91	13,2	110	91	58

Source: *Asia-Pacific Aspirations: Perspectives for a Post-2015 Development Agenda. Asia-Pacific Regional MDGs Report 2012/13* (CESAP, BASD et PNUD, Bangkok, 2013). Disponible à l'adresse: www.undp.org/content/rbap/en/home/library/mdg/asia-pacific-mdg-2012-2013

Note: Les chiffres correspondent à la dernière année de référence disponible dans la base de données des indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le développement.

41. Une bonne nutrition ne dépend pas seulement de la quantité de nourriture consommée, mais aussi de sa qualité, notamment de ses apports en micronutriments essentiels. Les carences en micronutriments nuisent non seulement au développement mental et physique des enfants, mais elles réduisent aussi la productivité des adultes. Un grand nombre des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique ont des niveaux de carence en vitamines et en minéraux moyens ou très élevés qui ont des conséquences sociales et économiques graves. Il ressort des données disponibles que, même si les résultats de l'Indice de la faim dans le monde sont meilleurs pour les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique, ces derniers ont encore beaucoup à faire pour garantir la sécurité alimentaire durable de leurs populations (voir le tableau 8). En 2013 par exemple, les résultats du Bangladesh, du Cambodge, du Népal et de la République démocratique populaire lao témoignaient d'une situation grave, alors que ceux du Timor-Leste illustraient une situation alarmante.

Tableau 8

Résultats de l'Indice de la faim dans le monde pour quelques pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique

Pays	1990	2000	2013
Bangladesh	30,7	24,0	19,4
Cambodge	32,2	27,8	16,8
République démocratique populaire lao	33,4	28,0	18,7
Népal	28,0	25,3	17,3
Timor-Leste	-	-	29,6

Source: 2013 *Global Hunger Index: The Challenge of Hunger – building resilience to achieve food and nutrition security* (Cologne, Allemagne, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Institut des études pour le développement, Concern Worldwide, Welthungerhilfe, 2013). Disponible à l'adresse: www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ghi13.pdf.

Note: On ne dispose pas de données pour les autres pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique.

42. Dans la plupart des pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique, certaines améliorations ont été enregistrées concernant la santé des femmes, mais, en moyenne, celles-ci vivent moins longtemps. Un autre problème subsiste auquel ces pays sont confrontés, celui de la violence fondée sur l'appartenance sexuelle. Les femmes ont aussi moins de chances de posséder des biens ou de participer à l'emploi non agricole. Elles ont également tendance à continuer à travailler dans l'économie informelle du fait de leurs compétences limitées, d'une mobilité restreinte et des normes qui régissent les relations entre les sexes.

43. Les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique sont particulièrement exposés aux augmentations des prix des produits de base car ils dépendent fortement des activités agricoles et des exportations de produits primaires. Les initiatives ayant pour objet le renforcement de leur capacité en matière de gestion des ressources naturelles et de diversification des produits de base, ainsi qu'une meilleure efficacité des systèmes et des cadres de commercialisation à l'appui des petits producteurs de produits de base, sont décisives. Toutefois, peu d'efforts ont été faits jusqu'à présent pour répondre à ces préoccupations.

44. Ces pays sont aussi gravement touchés par les effets des changements climatiques qui ont un impact considérable sur la production alimentaire et de produits de base de ces pays. Par exemple, un rapport récent a montré que les effets des changements climatiques pourraient entraîner d'ici 2100 une baisse pouvant aller jusqu'à 6,2 % du PIB à Vanuatu et 4,7 % du PIB des Îles Salomon¹⁷.

45. Les crises multiples et d'autres défis nouveaux ont fortement augmenté les niveaux de risque auxquels sont confrontés les ménages pauvres et vulnérables de ces pays¹⁸. Ces risques sont souvent liés à des drames frappant les familles ou les ménages, tels qu'un décès, un handicap ou la perte de

¹⁷ Banque asiatique de développement, *Pacific Economic Monitor* (décembre 2013).

¹⁸ Nations Unies, CESAP et Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe *Reducing Vulnerability and Exposure to Disasters. Asia-Pacific Disaster Report 2012* (Bangkok, 2012). Disponible à l'adresse: www.unisdr.org/files/29288_apdr2012finalallowres.pdf.

l'emploi du soutien de famille, ou des dépenses ruineuses liées à la maladie d'un membre de la famille. De plus, avec le vieillissement démographique, il y a maintenant plus de personnes âgées pour qui les économies de toute une vie ne suffisent plus à faire face à l'augmentation du coût de la vie et des soins de santé.

46. Les ménages sont de plus en plus exposés aux risques externes – en particulier aux crises économiques. Les pays les moins avancés de l'Asie et du Pacifique ont subi, par exemple, la crise financière asiatique de 1997-1998 et la crise financière mondiale qui a débuté en 2008. Les familles de l'ensemble de la région sont aussi confrontées à la hausse des prix des denrées alimentaires. De plus, il existe des risques sanitaires externes. En 2003, ces pays ont été menacés par le syndrome respiratoire aigu sévère; ils sont continuellement exposés à des menaces nouvelles et récurrentes en matière de santé publique. L'insécurité économique est exacerbée par l'absence de systèmes de protection sociale satisfaisants et complets. Les dépenses publiques de sécurité sociale restent faibles, par exemple inférieures à 2 % du PIB au Bangladesh, au Bhoutan, au Cambodge, aux Îles Salomon, en République démocratique populaire lao et à Vanuatu¹⁹. Plus des deux tiers de la population de ces pays ne bénéficient toujours pas de la moindre protection sociale.

C. Appui au renforcement des capacités fourni par le secrétariat

47. L'Atelier régional Asie-Pacifique sur les stratégies de reclassement pour les pays de la catégorie des moins avancés, en tant qu'élément de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés, a été organisé par la CESAP en coopération avec le Département des affaires économiques et sociales et le Gouvernement cambodgien à Siem Reap (Cambodge), du 4 au 6 décembre 2013. Plus de 47 hauts responsables et autres parties prenantes du Bangladesh, du Bhoutan, du Cambodge, des Îles Salomon, de Kiribati, du Myanmar, du Népal, de la République démocratique populaire lao et du Timor-Leste y ont participé. Les participants ont adopté une série de recommandations destinées aux pays les moins avancés eux-mêmes, au secteur privé des pays les moins avancés, aux partenaires de développement et au système des Nations Unies en vue de promouvoir le reclassement des pays les moins avancés de la région Asie-Pacifique. La CESAP est encouragée à renforcer la coopération régionale et sous-régionale s'agissant des efforts et des processus de reclassement.

48. Une mission d'évaluation a été mise en place au Cambodge, au Myanmar et en République démocratique populaire lao en février 2014 afin de favoriser l'intégration harmonieuse de ces pays dans la future communauté économique de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

49. Une assistance technique a été apportée au Bangladesh et au Myanmar pour réaliser des études de préfaisabilité sur certains itinéraires prioritaires et promouvoir l'investissement dans la Route d'Asie. Des ateliers ont également été organisés en vue de renforcer les capacités à mener des études de préfaisabilité et d'investissement.

50. Parallèlement à la cinquième réunion du Groupe de travail de la Route d'Asie, le Forum pour l'investissement dans la Route d'Asie s'est tenu à Bangkok les 8 et 9 octobre 2013. Y ont été présentés les résultats des études de préfaisabilité menées au Bangladesh et au Myanmar, ainsi que d'autres possibilités d'investissement dans le réseau de la Route d'Asie. Des

¹⁹ Banque asiatique de développement, *The Social Protection Index: Assessing Results of Asia and the Pacific* (Manille, 2013), Tableau 2.1.

représentants de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Bhoutan, du Cambodge, du Myanmar, du Népal et de la République démocratique populaire lao y ont participé. Une session de renforcement des capacités consacrée aux nouvelles technologies et aux bonnes pratiques en matière de construction, gestion, exploitation et entretien des routes a aussi été organisée.

51. La troisième réunion du Groupe de travail du réseau du Chemin de fer transasiatique, qui s'est tenue à Bangkok les 5 et 6 novembre 2013, a permis de débattre des questions de connectivité ferroviaire. Y ont participé des représentants du Bangladesh, du Bhoutan, du Cambodge, du Myanmar, du Népal et de la République démocratique populaire lao.

52. Le secrétariat entreprend des activités pour améliorer la capacité des pays les moins avancés à planifier, développer et exploiter les ports secs et à appliquer l'Accord intergouvernemental sur les ports secs.

53. En vertu du Cadre stratégique régional pour la facilitation des transports routiers internationaux²⁰, le secrétariat aide les États membres et leurs partenaires de développement à mettre en œuvre des projets destinés à faciliter les transports terrestres internationaux.

54. Le Réseau régional d'experts juridiques et techniques sur la facilitation des transports a été créé afin d'aider les États membres à améliorer les compétences de leurs responsables en vue de planifier et mettre en œuvre des initiatives de facilitation des transports visant à renforcer la connectivité régionale.

55. Des concertations régionales ont été organisées pour renforcer la connectivité des transports en Asie du Sud et du Sud-Ouest, l'accent étant mis sur l'Afghanistan, le Bhoutan et le Népal. La première concertation s'est tenue à Dhaka les 26 et 27 juin 2013. Elle a approuvé une proposition visant à élaborer un plan directeur de renforcement de la connectivité des transports dans la sous-région de l'Asie du Sud en utilisant les outils mis au point par le secrétariat, notamment le Cadre stratégique régional pour la facilitation des transports routiers internationaux. La deuxième concertation, organisée à Lahore (Pakistan) les 9 et 10 décembre 2013, a aussi réaffirmé la nécessité d'un plan directeur de renforcement de la connectivité des transports dans la sous-région.

56. Le secrétariat, en collaboration avec la Banque asiatique de développement, a organisé en octobre 2013 un atelier sous-régional ayant pour objet un modèle de transport transfrontalier sécurisé afin de sensibiliser les principaux partenaires aux avantages potentiels de l'utilisation de systèmes électroniques de suivi des véhicules, qui accroîtraient la connectivité des pays les moins avancés de la région en réduisant les retards excessifs aux postes frontière. Un atelier national a eu lieu au Bhoutan en janvier 2014 pour examiner la mise en œuvre éventuelle d'un système électronique de suivi des véhicules dans le pays.

57. L'Atelier régional de renforcement des capacités sur la mesure des émissions de CO₂ dans les transports intérieurs et les politiques à suivre pour en atténuer les effets a eu lieu à Bangkok les 26 et 27 septembre 2013, afin de mieux faire connaître les mécanismes de contrôle et d'atténuation des émissions liées aux transports, de présenter le modèle des futurs systèmes de transport intérieur et de renforcer les capacités des fonctionnaires. Y ont

²⁰ Disponible à l'adresse suivante: www.unescap.org/ttdw/Publications/TPTS_pubs/Booklet_A_Strategic_Framework.pd.

participé des représentants du Bangladesh, du Bhoutan, du Cambodge, du Myanmar, du Népal et de la République démocratique populaire lao.

58. Une réunion régionale d'experts a été convoquée à Incheon (République de Corée) en novembre 2013 pour diffuser les résultats de l'étude sur les options politiques au service des transports durables. De hauts responsables des gouvernements et des villes secondaires du Bangladesh, du Bhoutan, du Cambodge, du Myanmar, du Népal et de la République démocratique populaire lao ont bénéficié de cette réunion dans le cadre d'échange de vues et du partage de connaissances, de solutions politiques et de meilleures pratiques quant aux éléments clefs du développement durable des transports dans d'autres pays.

59. Une réunion régionale d'experts sur l'entretien des réseaux routiers a été organisée à Hanoï en mai 2013. Des représentants du Bangladesh, du Bhoutan, du Cambodge, du Myanmar, du Népal et de la République démocratique populaire lao y ont participé pour étudier les moyens de financement de l'entretien des routes, ainsi que pour examiner la contribution des routes, en particulier les routes rurales, au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

60. La Réunion du Groupe d'experts sur les progrès accomplis dans l'amélioration de la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique, qui s'est tenue à Séoul du 8 au 10 mai 2013, a porté sur les questions et les problèmes de sécurité routière auxquels les usagers de la route vulnérables sont confrontés. La Réunion a adopté une déclaration conjointe²¹ sur l'amélioration de la sécurité routière. Y ont participé des représentants de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Myanmar, du Népal et de la République démocratique populaire lao.

61. Le Forum Europe-Asie de la sécurité routière a été organisé à New Delhi du 4 au 6 décembre 2013, en collaboration avec la Commission économique pour l'Europe. Des représentants du Bangladesh, du Bhoutan, du Népal et de la République démocratique populaire lao y ont participé pour examiner les caractéristiques, les avantages et la mise en œuvre des principales conventions des Nations Unies relatives à la sécurité routière, ainsi que pour échanger des données d'expérience entre régions et être informés des progrès qui ont été récemment accomplis au niveau national en matière de sécurité routière.

62. En collaboration avec l'Organisation maritime internationale, le Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique et le Secrétariat de la Communauté du Pacifique, la Réunion de haut niveau sur le renforcement des transports maritimes et de la logistique interinsulaires dans les pays insulaires du Pacifique a été organisée à Suva du 23 au 25 juillet 2013. Des représentants de Kiribati et de Tuvalu et Vanuatu ont participé à la Réunion, qui a adopté la Déclaration de Suva sur l'amélioration des transports maritimes et des services connexes dans le Pacifique²². Elle vise à améliorer la viabilité économique de services de transports maritimes interinsulaires réguliers et fiables dans la sous-région du Pacifique.

63. La Concertation sur la tourmente économique mondiale et les perspectives économiques de la région Asie-Pacifique: implications pour le Népal s'est tenue à Katmandou le 12 juillet 2013. La concertation a souligné

²¹ Disponible à l'adresse suivante: www.unescap.org/sites/default/files/EGM-Full-Report-2013.pdf.

²² E/ESCAP/FAMT(2)/6.

non seulement les défis auxquels le Népal était confronté au lendemain de la crise économique, mais elle a aussi abordé un certain nombre de questions de politique et de problèmes de développement étant donné que le Népal s'apprêtait à élaborer les stratégies lui permettant de sortir de la catégorie des pays les moins avancés.

64. En collaboration avec la Commission nationale de planification et l'Association économique du Népal, une manifestation d'une journée a été organisée le 30 septembre 2013 au Népal; elle a porté sur la coopération régionale et le développement inclusif en Asie du Sud, les approches du programme de développement pour l'après-2015, la sécurité alimentaire et la faim, ainsi que sur la stratégie permettant au pays de sortir de la catégorie des pays les moins avancés. Cette manifestation a réuni plus de 50 participants du pays.

65. La concertation régionale de haut niveau sur la coopération régionale en matière de sécurité alimentaire en Asie du Sud a été organisée à New Delhi les 13 et 14 août 2013, avec la participation de décideurs, de planificateurs et de spécialistes de la sécurité alimentaire. Un ordre du jour comportant 10 points a été adopté, qui a marqué une étape importante dans l'orientation des travaux futurs du secrétariat sur la coopération régionale en matière de sécurité alimentaire en Asie du Sud.

66. En collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Organisation mondiale du commerce, un programme de renforcement des capacités a débuté en 2012 pour soutenir l'adhésion de l'Afghanistan à l'Organisation mondiale du commerce. Il met l'accent sur le renforcement des capacités techniques en matière de négociations et de mise en œuvre des engagements de l'Organisation mondiale du commerce. Le programme réunit des participants des secteurs public et privé dans le cadre d'ateliers consacrés à des questions particulières liées aux négociations et règles de l'Organisation mondiale du commerce. Trois ateliers ont déjà été organisés à New Delhi, le dernier en octobre 2013.

67. En collaboration avec l'Organisation internationale du travail et des groupes de réflexion nationaux de certains pays d'Asie du Sud, un réseau régional englobant le Bangladesh, le Népal ainsi que d'autres pays d'Asie du Sud a été créé en mai 2013. L'objectif du projet est de renforcer les capacités de recherche appliquée et sur les politiques de manière à trouver des solutions pour mettre en place un seuil minimum de protection sociale et stimuler une croissance créatrice d'emplois. Le réseau a commencé à remédier aux insuffisances en matière de renforcement des capacités grâce à un certain nombre d'ateliers de formation et de sensibilisation qui ont été organisés en 2013.

68. En partenariat avec le Secrétariat de l'Association sud-asiatique de coopération régionale et la Commission de planification nationale du Népal, une réunion d'experts a été organisée à Katmandou les 1^{er} et 2 octobre 2013 pour aider au renforcement des capacités afin de veiller à ce que les modèles macroéconomiques utilisés dans la planification du développement coïncident avec les Objectifs du Millénaire pour le développement. Des planificateurs d'Afghanistan, du Bangladesh, du Bhoutan et du Népal ont participé à la réunion.

69. Une série de formations et d'ateliers destinés à renforcer les capacités des pays en matière d'activités liées aux catastrophes ont été organisés, Parmi lesquels: le Programme international de formation sur les zones à risque d'inondation: cartographie, modélisation et analyse à l'aide de techniques

spatiales à Dehra Dun (Inde), du 22 au 26 juillet 2013; l'Atelier régional de formation sur les applications de la technologie spatiale au service de la gestion des risques de catastrophe et du développement durable à Hong Kong (Chine), du 5 au 9 août 2013; la Formation sous-régionale sur « Le développement du système d'information géoréférencé au service de la gestion des risques de catastrophe » à Dehra Dun (Inde), du 26 au 29 août 2013; l'Atelier sous-régional de formation sur l'application des systèmes de technologie spatiale au service des pays du Pacifique aux Îles Cook, du 2 au 6 septembre 2013; le Programme de renforcement des capacités en matière d'applications de la technologie spatiale et du système d'information géographique dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe à Séoul, du 28 octobre au 16 novembre 2013; l'Assistance technique pour la mise en œuvre des systèmes d'information pour la gestion des risques de catastrophe utilisant la technologie spatiale à Bangkok, du 28 octobre au 1^{er} novembre 2013; et le deuxième programme de formation relatif à l'Assistance technique pour la mise en œuvre des systèmes d'information pour la gestion des risques de catastrophe utilisant la technologie spatiale à Katmandou, du 11 au 14 février 2014.

70. L'Atelier régional sur les infrastructures hydrauliques économes au service du développement urbain durable et de l'économie verte s'est tenu à Bangkok les 12 et 13 décembre 2013. Des représentants du Bangladesh, du Cambodge, du Népal et de la République démocratique populaire lao ont participé à cet atelier.

D. Appui en cours et prévu

71. Le secrétariat, en collaboration avec le Centre du commerce international, continuera à soutenir l'adhésion de l'Afghanistan à l'Organisation mondiale du commerce par le biais de deux autres ateliers qui se tiendront à New Delhi en mars et en octobre 2014.

72. Un séminaire sur le soutien de la croissance de l'emploi en vue de la mise en œuvre des politiques de l'emploi et du renforcement des capacités dans la région, ainsi que des ateliers sur l'emploi et la protection sociale en Asie du Sud se tiendront à New Delhi en juin 2014. Ces activités concerneront les pays les moins avancés tout en aidant les Maldives au cours de la période postérieure à son reclassement.

73. Une réunion d'experts sur le renforcement des capacités en matière de gestion de l'information sur les catastrophes en Asie du Sud et du Sud-Ouest se tiendra à New Delhi les 10 et 11 avril 2014.

74. Il a été proposé de tenir une consultation sud-asiatique sur le programme de développement pour l'après-2015 et les objectifs de développement durable à New Delhi en avril 2014.

75. Une réunion d'experts sur une modélisation macroéconomique sud-asiatique compatible avec les Objectifs du Millénaire pour le développement aura lieu à Katmandou en juin/juillet 2014.

76. Une concertation sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin en Asie du Sud se tiendra à New Delhi en octobre 2014.

77. Un atelier sur la coopération régionale en matière de sécurité alimentaire aura lieu au Bangladesh en octobre 2014.

78. Durant l'exercice biennal 2014-2015, un projet du Compte de l'ONU pour le développement relatif à la connectivité des transports en Asie du Sud et

en Asie centrale, mettant notamment l'accent sur les pays les moins avancés de la région, sera mis en œuvre en collaboration avec la Commission économique pour l'Europe. Le projet visera à accroître les capacités des États membres de la région afin de renforcer la connectivité des transports et de faciliter l'accès des pays les moins avancés du Sud aux marchés régionaux et mondiaux.

79. Le projet du Compte de l'ONU pour le développement relatif au renforcement des capacités des pays ayant des besoins particuliers de concevoir et d'appliquer des politiques de développement économique et social propres à accélérer le progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement sera mis en œuvre durant l'exercice biennal 2014-2015. Centré sur le Bhoutan, le Cambodge, le Myanmar, le Népal et la République démocratique populaire lao, ce projet vise à accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en renforçant les capacités des gouvernements de concevoir et d'appliquer des politiques intersectorielles rentables et ayant un impact majeur.

80. Le projet du Compte de l'ONU pour le développement relatif au renforcement des capacités et à la facilitation de la participation du secteur privé dans le cadre de la fourniture d'infrastructures dans les pays les moins avancés est en cours de réalisation. Ce projet vise à aider les pays les moins avancés à stimuler la participation du secteur privé aux projets infrastructurels, en particulier suivant les modalités de partenariats public-privé. Il est conçu pour répondre avant tout aux besoins particuliers du Bhoutan, du Cambodge, du Myanmar et de la République démocratique populaire lao.

81. L'Accord intergouvernemental sur les ports secs devrait favoriser l'intégration des réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique et améliorer encore la connectivité physique dans la région. Le secrétariat continuera de promouvoir des accords intergouvernementaux de cet ordre sur lesquels repose un système de transport et de logistique international intermodal intégré dans la région.

82. Le secrétariat a élaboré divers modèles de facilitation des transports en vue d'identifier et de proposer des solutions pour réduire les retards aux postes frontière. Un ensemble d'ateliers sont prévus dans les pays les moins avancés, qui associeront des partenaires clefs à une meilleure connaissance des avantages de ces modèles et de leur application pratique en vue de promouvoir des transports routiers internationaux fluides et leurs effets positifs sur la connectivité régionale.

83. Des activités de renforcement des capacités visant à promouvoir le développement de transports durables et inclusifs, l'accent étant mis sur les pays les moins avancés, et des transports urbains durables et inclusifs dans les villes secondaires sont prévues.

84. En étroite collaboration avec les organismes compétents des Nations Unies, ainsi qu'avec des initiatives régionales telles que l'Organisation de coopération spatiale en Asie et dans le Pacifique, le secrétariat continuera à apporter son soutien aux pays les moins avancés afin d'accroître leurs capacités en matière d'applications préventives de la technologie spatiale et des systèmes d'information géographiques au service de la réduction des risques de catastrophe.

85. Concernant les questions de reclassement, le secrétariat envisage d'intensifier ses activités, notamment avec l'organisation d'un atelier sur le financement du reclassement des pays les moins avancés, qui se tiendra au Bangladesh fin 2014.

86. L'Examen régional à mi-parcours du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 est prévu pour 2015. La CESAP travaillera en étroite collaboration avec toutes les parties concernées pour procéder à cet examen.
